



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Descente-aux-enfers>

RÉFLEXIONS

Descente aux enfers

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1049 - décembre 2004 -

Date de mise en ligne : samedi 4 novembre 2006

Date de parution : décembre 2004

Description :

Panorama sur quelques absurdités ambiantes

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

De qui se moque-t-on ? On tente de nous faire croire que dans ce pays, en Europe et dans le monde, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Notre Zadig national, propulsé à la magistrature suprême par un fort étrange scrutin, ne cesse de défendre avec brio nos couleurs nationales dans un environnement international aux évolutions fort complexes.

Qui n'a applaudi le beau discours prononcé au Conseil de Sécurité des Nations Unies par notre Ministre des Affaires étrangères d'alors, refusant à la France un rôle de toutou de service de l'aventure militaire de la Gross Amérique en Irak ? Qui n'a souscrit au fort louable projet énoncé devant la même Assemblée générale onusienne par notre Président de la République, de taxer les mouvements internationaux de fonds financiers, le produit ainsi dégagé devant alimenter l'aide aux pays les plus démunis ? Qui n'approuve encore les initiatives au plus haut niveau, visant à soutenir un ordre planétaire multipolaire, face aux aspirations hégémoniques d'une seule hyper-puissance ? Enfin, qui n'a suivi avec bienveillance le transfert en banlieue parisienne du dirigeant palestinien Yasser Arafat au soir de sa vie ? Tout cela est bel et bon, courageux sans doute, téméraire peut-être, mais où se niche l'efficacité concrète de ces démarches diplomatiques ? La France seule, même alliée à une Allemagne aux prises avec les retombées économiques et sociales de sa réunification, avec une Russie en guerre avec des peuples hier vassaux, et aujourd'hui en rébellion, avec une Chine si bienveillante à l'égard des investissements étrangers, la France seule, dis-je, peine à faire barrage à l'expansionnisme yankee, sa prétention à imposer sa domination contre l'Irak tout entier, hormis un cercle fort restreint d'émigrés ou d'exilés, plus prompts à accaparer leur part de dollars émanant des profits de l'exploitation du pétrole, que d'œuvrer au bien-être, à la sécurité et à la coexistence pacifique des populations sous leur contrôle, en réalité soumises au bon vouloir des GI.

AU NOM DE DIEU, DITES-VOUS ?

L'Afghanistan, hier libéré de l'emprise soviétique, puis de la dictature des talibans intégristes, est-il aujourd'hui ce modèle de démocratie, si vanté par les émules de la CIA ? Des élections se sont certes déroulées dans ce pays en ruines où la sécurité n'est assurée, grâce à la présence des forces de l'ONU, que dans le périmètre de la capitale, Kaboul. Ce scrutin a débouché sur un conglomérat de seigneurs de la guerre (ce que l'on savait déjà), qui ont substitué leur autorité, du moins en partie, aux émules de Ben Laden... qui court toujours et dont le discours, largement diffusé par les médias du monde entier, n'est sans doute pas étranger au succès électoral du Parti Républicain aux États-Unis. La culture du pavot et les trafics de drogue font office, dans cet Afghanistan-là, d'activité nationale.

En Irak, même du temps de Saddam Hussein, on n'était jamais allé aussi loin dans la répression meurtrière, la violation des droits de l'Homme et des Conventions de Genève sur le sort à réserver aux prisonniers de guerre. Pire, l'Irak du Baas était un État à vocation laïque, alors que dans ce Moyen Orient nouveau chacun mène les pires exactions au nom de Dieu : le président américain se dit inspiré par le tout-puissant, les musulmans font la guerre au nom d'Allah et les Palestiniens trouvent en face d'eux des Israéliens soutenus par Yahweh... le dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, le Dieu de Moïse qui fit tomber du Mont Sinaï les Tables de la Loi. Une loi divine, commune aux Juifs, aux Chrétiens, aux Musulmans, qui prescrit, entre autres : "tu ne tueras pas"... N'est-ce pas plutôt Satan, le grand diviseur, qui est derrière tout cela, et qui mène le bal ?

L'éternelle confrontation israélo-palestinienne aligne chaque jour ses morts et ses mutilés des deux côtés d'un mur d'un autre âge, qui trace un découpage artificiel entre la Cisjordanie palestinienne et l'État israélien. Le projet d'évacuation unilatérale du territoire de Gaza par Tsahal abandonne à leur sort, moyennant l'exode et une indemnité à prendre ou à laisser, des centaines de colons que l'on a encouragés naguère à s'installer là... aux dépens des Palestiniens. Sans une aide extérieure massive, et le recours à une force de sécurité neutre, donc onusienne, les populations de ces territoires ne pourront faire face aux impératifs du rétablissement durable de la paix, au

développement économique, au défi d'un chômage massif et de la grande pauvreté.

Et qui ne voit que la gangrène du terrorisme, de l'insécurité, de la guerre civile, se répand comme un cancer sur tout le continent africain ? En particulier l'Afrique Noire francophone, où il est si facile d'opposer les unes aux autres des ethnies regroupées artificiellement en États au sortir de la colonisation. Réponse du berger à la bergère : certains milieux américains ne sont pas inactifs pour attiser le brasier qui enflamme la Côte d'Ivoire, de nombreux "missionnaires" qui se disent de confession baptiste ou pentecôtiste, installés en nombre ces derniers temps et proches du pouvoir en place à Abidjan, se font les meilleurs propagandistes occultes d'une croisade déjà amorcée en Asie dans les années 50-70. L'introduction du concept "d'Ivoirité" a mis le feu aux poudres, écartant du même coup des postes à responsabilité d'autres ethnies, en particulier celles d'origine burkinabé au nord, ou du Libéria à l'ouest.

En Namibie, au Mozambique, en Angola, en Sierra Leone, en Guinée équatoriale, au Soudan, au Rwanda, au Burundi, au Congo, au Libéria, pour ne citer que quelques théâtres d'affrontements, nous avons connu ces guerres tribales génératrices de millions de victimes, de destructions sans fin.

Et des multinationales sont à pied d'oeuvre pour tirer profit de la reconstruction de ces contrées ravagées.

Il y aurait beaucoup à dire sur les modalités de ce cycle de destruction-reconstruction. Le bon sens populaire étant la chose la mieux partagée, un citoyen français de condition modeste, qui doit acquitter des impôts à l'État, se demande pourquoi il est condamné si sévèrement à l'interdiction bancaire, pour un chèque retourné avec la mention "sans provision" ; et il constate que le même État annule d'un coup de baguette magique les dettes d'un pseudo État irakien où le pétrole et le dollar coulent à flots !

Nul ne conteste la nécessité d'annuler la dette des Pays les Moins Avancés (PMA), qui parviennent à peine à en rembourser les intérêts. Mais la grande pauvreté et l'insécurité trouvent en Irak une source toute autre. Est-il décent que des citoyens européens supportent une dette ancienne, que la paix recouvrée en Irak permettrait d'acquitter ? Et quel bénéfice en tireront concrètement les populations irakiennes ?

UN PRIX TRÈS ÉLEVÉ

En fin de compte, la France officielle cherche à se concilier le monde arabe, au risque de s'attirer les foudres d'Israël et de son grand allié américain. En échange de quoi ? Elle n'est pas parvenue à ce jour à obtenir la libération rapide de deux journalistes pris en otage, dans la banlieue de Bagdad, contre toute raison autre que l'obtention d'une rançon.

Pas plus qu'elle n'a réussi à trouver la clef de l'ouverture de pourparlers israélo-arabes.

Entre les lambeaux d'un souverainisme qui se manifeste par les cocoricos sonores du coq gaulois, et une Europe à vingt-cinq, puis sans doute à vingt-sept ou vingt-huit États membres, au sein de laquelle son influence réelle se réduit comme peau de chagrin, la France officielle navigue à vue au gré de ce qu'elle croit être la défense de ses intérêts nationaux.

Notre diplomatie se trouve confrontée à un choix shakespearien : par delà le "to be or not to be", conserver les attributs d'une puissance dotée (on ne sait plus très bien pourquoi) du joujou redoutable de l'arme nucléaire, ou se muer en Arizona ou au mieux, en Californie, d'une Europe fédérale intégrée ?

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont voté tous les traités qui ont forgé l'Europe actuelle et les ont fait approuver par un vote populaire à une faible majorité et moyennant une forte abstention : Maastricht (1992), Amsterdam (1997), Nice (2000). Maastricht a introduit, entre autres, le pacte de stabilité, qui contraint les États membres à maintenir leur endettement au dessous de 3% de leur PIB. Ce traité a préfiguré l'euro, une monnaie qui a l'avantage d'être commune mais l'inconvénient, après un démarrage difficile, de s'avérer surévaluée par rapport au dollar. La mise en circulation de l'euro a, en outre, provoqué une hausse des prix, laquelle, ajoutée à celle du baril de pétrole (qui se répercute à la pompe), provoque des difficultés de trésorerie chez les producteurs et une baisse sensible du pouvoir d'achat des ménages.

Nos amis américains échappent allègrement à ces contraintes : ils peuvent s'offrir le luxe de laisser filer le dollar à la baisse, d'avoir un surendettement abyssal de leur budget national et de leur balance des échanges extérieurs, tout en prenant du plaisir à baisser encore leur pression fiscale.

J'entends des voix qui me disent : si l'on avait maintenu le franc, il aurait fallu procéder à plusieurs dévaluations ! Mais la monnaie britannique, la livre sterling, a-t-elle pour autant été dévaluée ? On a confondu les notions de monnaie commune et de monnaie unique.

L'instauration de l'euro, qui a succédé à l'écu, a coûté une fortune aux contribuables européens, alors que ce sont surtout la jet set, les entreprises transnationales et les spéculateurs qui ont tiré profit de cette coûteuse opération. Certainement pas le consommateur !

Nous aurions souhaité qu'en place de l'euro, on mette en circuit une authentique monnaie de consommation, excluant toute opération spéculative, dont la finalité exclusive serait de faire passer les biens et services de grande consommation au service des usagers. Euro ou pas euro, on se trouve devant cette situation paradoxale qu'aujourd'hui, on n'a jamais tant produit et mieux, au meilleur prix. Mais il n'y a jamais eu autant de grande pauvreté, de chômage, de travail précaire et mal rémunéré, de productions inutiles qui relèvent du gadget, contribuant à caricaturer une "société de consommation" révélatrice d'un authentique gâchis et de plages de plus en plus étendues de surproductions inutiles, de gaspillages, de montagnes de déchets hyper-polluants dont on ne sait que faire. Et les retombées de cette société-là, en termes de dégâts écologiques, de dégradations de notre environnement, sont incommensurables.

Aussi longtemps que l'on n'aura pas abordé sérieusement ce problème du rôle et de la fonction de la monnaie dans la répartition et la distribution des richesses produites et de leur utilisation harmonieuse, la situation ne pourra qu'empirer. On pourra proposer toutes les béquilles que l'on voudra, toutes les mesures nécessairement partielles issues de l'imagination fertile de nos énarques, on peut faire le pari, sans grand risque de se tromper, que le chaos économique et social et partant, politique, est à nos portes.

Les Allemands ne s'y sont pas trompés : ils cherchent ce type de solution, à défaut de l'élaborer d'une manière satisfaisante. Si l'on en croit le Courrier International du 18 au 24 novembre 2004, « en Allemagne, chaque Land ou presque dispose d'une monnaie régionale, parallèle à l'euro. Le but : développer l'économie locale ». Je renvoie les lecteurs intéressés par ces initiatives de créations monétaires à cette analyse.

DIS-MOI OUI, DIS-MOI NON : A QUI ET A QUOI ?

Il y a pire pour notre prestige et l'avenir de notre influence au sein de cette Europe-là.

Descente aux enfers

En effet, le traité de Nice introduit des considérations d'ordre démographique dans notre représentation au sein des instances européennes. L'Allemagne vient désormais en tête, avec en chiffres ronds, 80 millions d'habitants.

Et sans doute, ultérieurement, juste derrière, la Turquie, 70 millions d'habitants.

Après quoi on nous propose un salmigondis, sans doute fort talentueux, puisque revu et corrigé par l'Académie française, de quelques centaines de pages, lequel constitue une honnête synthèse des textes précédents.

Après l'avoir fait avaliser par les États membres, on dit aux peuples européens : on vous laisse le soin de l'approuver sous la forme qui vous conviendra, référendum populaire, ou vote parlementaire. La France a choisi, par la voix de son Président de la République, le référendum. Ce mode de scrutin aurait un sens s'il avait été instauré sous cette forme le même jour, dans tous les États concernée, ou du moins une majorité d'entre eux. Ce n'est pas le cas.

À voir le succès des derniers référendums dans un pays comme la France (sur le quinquennat, le projet de régionalisation de la Corse, des Antilles, etc.), les considérations partisans ou autres passeront inévitablement avant la réponse claire, nette et franche à la question posée : approuvez-vous ce projet, oui ou non ?

Un projet qui ne saurait être assimilé à une Constitution, mais tout au plus à une charte commune. Car il ne s'agit pas de construire un État européen, mais tout au plus une association d'États et de peuples.

Nos craintes s'avèrent justifiées : alors que la date de ce projet de référendum n'a pas encore été fixée, un climat malsain s'est répandu, mélangeant allègrement l'avenir de l'Europe, l'adhésion (éventuelle) de la Turquie, les ambitions particulières des uns et des autres pour la prochaine présidentielle (dans trois ans !) introduisant des zizanies artificielles au sein des grandes formations politiques, en particulier le parti socialiste. On aurait voulu priver le PS des avantages de ses victoires aux derniers scrutins régionaux, cantonaux, sénatoriaux, que l'on ne s'y serait pas pris autrement ! Et il s'est trouvé des socialistes pour tomber tête baissée dans ce panneau ! Les mises en garde de Lionel Jospin n'ont pas suffi, hélas, à insuffler l'apaisement.

Du coup, on ne sait plus très bien qui, des souverainistes ou des partisans d'une Europe fédérale "à l'américaine", vont approuver ou non ce texte. Et pourquoi un "ancien plus jeune Premier ministre donné à la France", hier Européen convaincu, qui a approuvé les textes fondateurs antérieurs, se prononce aujourd'hui contre une synthèse élaborée par une commission composée de représentants de différents partis politiques, toutes tendances confondues. Nous nageons en eaux troubles démagogiques et les modestes citoyens "de base" que nous sommes n'y comprennent plus rien. Nous nous sommes prononcés dès longtemps en faveur d'une Europe confédérale des peuples. Confédérale, car "la vieille" Europe ne saurait être, estimons-nous, confondue avec les États-Unis d'Amérique où cinquante États créés artificiellement pour les besoins de l'Union ont presque complètement abdiqué leur souveraineté pour se fondre au sein d'un État fédéral.

Nous avons le souci de préserver le principe de subsidiarité inscrit dans les textes fondateurs, et donc de laisser une large part de liberté à chaque État, dans sa manière de diriger ses propres affaires, dans le respect de la diversité des cultures, des traditions liées à l'Histoire, et de rechercher en permanence ce plus petit commun multiple qui permettrait au continent européen de traiter d'égal à égal avec l'hyperpuissance américaine aujourd'hui, la Chine ou autre superpuissance demain.

Nous en avons les moyens matériels, comme le prouve la réussite des projets Concorde puis Airbus, Ariane, etc.

Mais nous avons abdiqué toute dignité, dans la recherche de l'esprit de cohérence et de responsabilité. Jusqu'à

préférer l'usage de l'anglais (dès l'école primaire !) à d'autres langues : l'allemande, l'espagnole parlée par plus de 400 millions de personnes à travers le monde, la portugaise, la russe, la chinoise, la japonaise et, pourquoi pas, l'espéranto !

Ce n'est pas faire injure à nos amis britanniques (à l'heure de l'anniversaire de l'Entente cordiale) de dire que la Grande Bretagne occupe au sein de l'Europe des vingt cinq une position marginale. Ce n'est pas porter un jugement de valeur, mais tout au plus relever un fait, que ce pays n'a pas adhéré à l'euro et qu'il ne cesse de prendre ses distances avec ses partenaires européens en matière de diplomatie, pour se rapprocher des positions américaines. Mais sa langue s'impose par notre faute comme prééminente dans le concert des institutions européennes. Et même bien au-delà.

Enfin, si nous avons relevé dans cette épure de "constitution" européenne, des allusions poussées et remarquées à l'économie de marché, à la libre concurrence, aux délocalisations, aucune mention n'est faite de la nécessité d'élaborer un statut de la personne humaine, de ses droits et de ses devoirs, de son intégration au sein de communautés, de la nécessité d'un recours à l'économie distributive, voire à l'économie solidaire. Le citoyen européen ne saurait être réduit à un individu isolé du contexte économique et social dans lequel il vit, se développe et doit trouver son épanouissement. Le projet actuel de cohésion sociale ne saurait hélas, être présenté comme antidote de la fracture sociale. Qui ne voit qu'une fois de plus les perspectives partielles offertes par les propositions qui nous sont faites débouchent sur la plus grande confusion et le chaos social, voire le chaos tout court. Ni la spéculation boursière ou foncière, ou immobilière ni la libre concurrence n'ont jamais débouché sur la résorption du chômage, de la grande pauvreté et de la misère sociale. La production de richesses est inséparable de la fiabilité de leur répartition et de la qualité de leur distribution. D'autres projets ont été élaborés et doivent être enfin pris en considération, si l'on veut déboucher sur une harmonisation sociale librement vécue. Et ce n'est pas en bradant au profit des spéculateurs, notre patrimoine national, nos services publics, les grands corps de l'État, ni en ordonnant par une déconcentration mal pensée des transferts de compétence sur les régions et les communes, sans concertation préalable ni financement adéquats, que nous ouvrirons des perspectives à tous ceux qui osent encore croire en un avenir meilleur.